

"AUTRE ÉCONOMIE" : QU'EST-CE À DIRE ?

Thomas Regazzola. Janvier 2022

Il existe sur le territoire quantité de personnes, groupes, cellules, associations engagées, au ras du sol, dans la recherche des voies et des modes d'une transition. Dans les déclarations de cet ensemble hétérogène on rencontre très souvent l'invocation d'une *autre économie* et d'*autres* formes de socialisation... Qu'est-ce à dire ? Et que signifie ce "autre économie" ?

L'économie n'est pas un ensemble défini et normé de pratiques. Les échanges de valeurs (ou de biens) peuvent prendre des formes diverses, en fonction des conventions acceptées par les parties prenantes.

Pendant très longtemps, dans bien de sociétés locales, différents modèles d'activité économique ont fonctionné simultanément, jouant des rôles complémentaires. Pour une grande partie de la population l'activité économique consistait en de petites entreprises marchandes, à compte propre, pourvoyant aux échanges quotidiens, reposant sur la proximité et les liens directs. Seule une petite minorité, détentrice du pouvoir, possédait d'importants patrimoines, qu'elle accroissait sans cesse, au prix d'une stratification sociale très inégalitaire. Toutefois, la richesse accumulée, restait liée à un territoire particulier, métabolisée, en grande partie, au bénéfice de la puissance de celui-ci et de ses habitants.

Plus tard, à partir de la Renaissance, les richesses sans précédent accumulées dans le négoce maritime à longue distance s'autonomisent, s'affranchissent du lien avec le territoire, des contraintes du sens commun et des considérations éthiques. Regroupés dans des sociétés anonymes avant la lettre (ligues, guildes, hanses), les marchands qui les contrôlent ne les envisagent plus seulement sous le profil de l'utilité, mais les considèrent en tant que capital, du point de vue des résultats financiers qu'elles laissent prévoir. Ils inaugurent, ainsi, la domination du capital et de sa valorisation qui s'imposera dans le capitalisme commercial, puis industriel, puis financier-globalisé. La révolution industrielle de la fin du XIX et la reconstruction d'après guerre assimilent le progrès aux performances de l'économie concurrentielle, à la productivité, à la croissance, à la grande industrie. La science économique consacre la course à la taille, tout en délaissant le développement des territoires¹.

Etat des lieux.

Bientôt, en abolissant les distances, la généralisation des transports opère une dissociation entre, d'une part, les activités tournées vers la valorisation du capital et les performances de la globalisation et, d'autre part, une économie aux prestations bien plus modestes, tournée non pas vers la quête de bénéfices, mais vers les besoins courants des populations locales (paysans, artisans, commerces, services de proximité), polarisées sur la qualité des produits et des relations interpersonnelles².

¹ Parler d'abandon des territoires n'est pas excessif. Dès 1955 (alors que l'industrie moderne a déjà phagocyté les anciennes manufactures rurales), le pouvoir central organise la "décentralisation industrielle", grâce à laquelle les entreprises fordistes des zones métropolitaines pourront externaliser leurs unités de fabrication et de montage les plus simples (les fameuses "boîtes à O.S."), vers des zones rurales où la main d'œuvre non qualifiée, aux bas salaires, peu revendicative est pléthorique.

D'autre part, avec les lois d'orientation agricole de 1960-62, la Ve République modernise et intensifie l'agriculture, pour en faire une activité exportatrice, propre à financer les matières premières dont a besoin l'industrie. L'institution d'une "surface minimum d'installation" (SMI) remplace la famille patriarcale par des "unités d'exploitation viable", à responsabilité personnelle, mieux adaptées au capitalisme. En écartant quatre millions et demi d'agriculteurs, en moins de vingt ans (1967-1984), l'indemnité viagère de départ (IVD) libère 8.500.000 ha (un quart de la surface agricole utile), favorise l'exode, désintègre les structures socio-territoriales locales et facilite un remembrement de 12 millions d'hectares. Nombre de facilités de crédit d'équipement engagent la nouvelle agriculture vers la production hors sol de viande et autres *commodities* d'exportation, incorporant les producteurs autonomes dans des filières agroalimentaires dominées par l'industrie.

² L'angle perspectif qui permet d'appréhender l'identité de cette forme d'activité économique m'a été suggéré par le rapport-projet-d'avis : *L'économie de proximité : une réponse aux défis majeurs de la société française*, présenté, en 2010, au nom de la section des économies régionales et de l'aménagement du territoire du Conseil économique, social et environnemental. Son rapporteur, Pierre Martin, coiffeur de son état, est Président de la Confédération nationale de l'artisanat des Métiers de Services et de fabrication, vice-président de l'APCMA et de l'UPA où il représente toutes les fédérations des métiers de l'Artisanat dit «de services». Il représente les artisans français au sein de la Commission sociale de l'Association européenne de l'artisanat et des petites et moyennes entreprises. www.lecese.fr/sites/default/files/pdf/Avis/2010/2010_17_pierre_martin.pdf

Ces formes économiques à petite échelle qui existent dans tous les territoires et dans tous les secteurs économiques, sont regardées, de plus en plus, comme des rémanences folkloriques, destinées à être remplacées par des dispositifs de grande taille, bien plus "performants". Aucune analyse macro-économique ne permet de les discriminer, aucune des nomenclatures statistiques d'utilisation usuelle n'en rend compte, si bien qu'on a du mal à évaluer la valeur de leur production d'ensemble. Les indicateurs habituels ne les appréhendent que comme les unités de plus petite taille de tel ou tel secteur, dissolvant leur poids et leur vitalité, sans compter qu'ils ne mesurent que des quantités de production, là où il serait plus pertinent d'estimer leur potentiel d'emplois et d'approcher qualitativement le bien-être des populations concernées.

Certaines données de l'INSEE³ permettent d'avancer que tout en offrant plus de 60% de l'emploi globalement disponible (salarié + non salarié), cette économie liée à la demande locale, ne contribue que pour 30% à la richesse nationale. Par ailleurs, le rapport "*Emplois et activités liés aux populations*"⁴ montre que cette forme d'économie n'est pas distribuée de façon homogène sur tout le territoire. Ainsi, un nombre limité de territoires (régions métropolitaines, bassins industriels et technologiques qui concentrent industries, firmes globalisées, grand commerce), génère la majeure partie de la valeur ajoutée nationale tout en n'offrant qu'une faible part (environ un tiers) des emplois globalement disponibles. Les deux autres tiers de l'emploi, en revanche, sont localisés dans les cantons les moins industriels (régions alpines, limousines, littorales). La contribution de ces territoires "résidentiels" (un tiers environ des cantons français) à l'augmentation de la richesse globale (le PIB national) n'atteint pas 30%, alors même que les activités tournées vers les populations (commerces de proximité, producteurs agricoles dédiés à la consommation locale, artisans, professions libérales...), occupent au moins 65 % des salariés et jusqu'à 80%. Il va sans dire que ces activités améliorent la qualité de vie des populations, renforcent les liens sociaux et confortent leur développement humain⁵, tout en contribuant à la vitalité des territoires qu'ils rendent plus attractifs⁶.

Dans ce conglomérat d'activités qualitatives, tournées surtout vers les populations locales, les acteurs ayant préservé leur autonomie⁷ considèrent rarement la croissance dimensionnelle comme une nécessité vitale, sont rarement séduits par la compétition économique, par le gigantisme, le quantitatif et se gardent des stratégies d'expansion basées sur des économies d'échelle qui les entraîneraient dans des contraintes financières sans fin. Leur ambition première n'est pas d'agrandir leur marché et de maximiser les bénéfices, mais de cultiver l'avantage compétitif des "économies de relation" de l'environnement immédiat d'où ils tirent leur revenu.

D'autant que depuis la crise des années '70 et le "tournant de la rigueur", l'effritement du modèle fordiste de l'emploi à vie et la montée du chômage ont poussé les sociétés civiles locales à prendre des initiatives pour freiner la désertification.

³ Grâce au dispositif CLAP (Connaissance locale de l'appareil productif), l'INSEE parvient à mesurer les effectifs relevant d'activités visant à satisfaire des besoins locaux.

⁴ DATAR. Observatoire des territoires rapport 2008. Attaché à jauger l'efficacité du *management* public, l'Observatoire des territoires s'efforce de saisir concrètement le réel, en élaborant des indicateurs *ad-hoc*, quitte à déborder les catégories canoniques utilisées dans la construction du PIB https://indicateurs.territoires.gouv.fr/observatoire-des-territoires/sites/default/files/eco_presentielle.pdf

⁵ Comme le montrent P. Krugman et L. Davezies, croissance et développement (humain) ne concernent pas souvent les mêmes territoires. La croissance se concentre dans les espaces où la production de valeur ajoutée est importante. Par contre, les territoires dits *périphériques*, peu engagés dans la production moderne mondialisée et classés aux dernières places pour la croissance et le PIB/habitant, sont les premiers pour les indicateurs de santé sociale (revenus, taux de chômage, nombre de journées de grève, qualité de vie, échec scolaire...).

⁶ L'évocation d'un tel déséquilibre ne constitue pas une remise en cause des activités vouées à l'accumulation de richesse et à la croissance du PIB, pourtant plus que jamais nécessaire dans une économie dont les articulations sont distribuées sur tous les continents. Cependant, dans ce cadre globalisé, l'hypothèse d'une "*autre économie*" assume une dimension tout à fait redoutable.

⁷ Autrement dit, en laissant de côté les "exploitants agricoles" transformés en simples exécutants de protocoles agro-chimiques et agro-alimentaires, ainsi que les innombrables agences, filiales, antennes, succursales, établissements secondaires, concessions, commerces franchisés, convoyant la dépense des habitants vers des maisons-mères distantes, où la valeur ajoutée est prélevée.

Dans les espaces "qui ne produisent pas suffisamment de valeur ajoutée"⁸ des groupes de citoyens (militants du développement territorial, acteurs locaux des réseaux associatifs, syndicaux, éducatifs, municipaux), jonglent, depuis un certain temps, avec d'improbables montages administratifs, pour mettre en place de structures gérant des activités du quotidien⁹. Dans l'atmosphère antijacobine et autogestionnaire de l'après '68, on s'efforce de "libérer l'initiative économique", en accompagnant tout porteur de projet qui hésite à concrétiser son dessein, en l'aidant à accéder à la création d'entreprise, fût-il dépourvu des prérequis exigés (capitaux, culture entrepreneuriale)¹⁰.

À partir des années '80, les structures qui accompagnent les candidats entrepreneurs à mettre leurs idées en conformité avec un cadre normatif conçu en fonction de la compétition globale se multiplient : Boutiques de gestion, Couveuses, Pépinières d'entreprises, incubateurs, accélérateurs, connecteurs, coopérative d'activité et d'emploi, associations de portage salarial... Leurs résultats entraînent l'engagement des Chambres de Commerce et d'Industrie, de Chambres des Métiers, de Départements, de Régions, de banques, de fondations... faisant apparaître un secteur professionnel nouveau : celui de "l'accompagnement à la création d'entreprise", avec son cortège de consultants, experts, coach, moniteurs, éducateurs, travailleurs sociaux, etc. Leur activité confirme que les personnes cherchant une reconversion professionnelle pour s'installer, de façon autonome, hors des espaces métropolisés sont nombreuses¹¹ et que, même si elles sont motivées plus par un mode de vie que par la recherche d'enrichissement, leur désir d'entreprendre constitue un important potentiel, inexploité, faute d'informations et de compétences. Les structures d'accompagnement sont sollicitées surtout par des sujets voulant changer de vie, cherchant une activité "à échelle humaine", d'une taille suffisant à rétribuer le travail et à pourvoir aux consommations intermédiaires, sans produire nécessairement des bénéfices. Souhaitant accéder à l'autonomie personnelle, ces candidats-entrepreneurs répugnent à se laisser entraîner dans la spirale des emprunts, des investissements, de la productivité; souvent, ils partagent l'ambition de donner du sens au travail et de fonder l'activité économique dans une éthique, sans pour autant se soumettre aux exigences d'un système qui les voudrait performants et endettés.

Seule une recherche spécifique permettrait de mesurer les résultats de cette activité qui prolifère quasi-clandestinement grâce à la créativité de la société civile car, parmi les structures existantes, seules les plus formalisées fournissent des indications quantitatives¹² accessibles par internet. Ces indications appartiennent plus à la communication-marketing qu'à l'analyse et à l'information; toutefois, au vu des quantités affichées et compte tenu que cet activisme s'est poursuivi (et se déroule encore) pendant plusieurs décennies, il est fort probable (quels que soient les abattements opportuns pour tenir compte des superpositions et des surestimations) que le cumul de candidats accompagnés et installés se chiffre en millions. Quoi qu'il en soit, l'énergie consacrée à créer des emplois dans les "espaces en difficulté" a entraîné l'accroissement du nombre (et du poids relatif)

⁸ À côté des quartiers défavorisés, il s'agit des territoires ruraux fragiles, où l'hypothèse industrielle a déjà fait long feu... où la grande distribution commence, déjà, à aspirer les commerces de centre-ville et de centre-bourg vers les périphéries, restructurant l'architecture du territoire ... où l'agriculture se spécialise, se concentre, s'intensifie. Il s'agit des mêmes territoires où les "néo-ruraux" des années '70, transfuges du mode de vie urbain, avaient importé leurs idées communautaires, réalisant le "retour à la terre" et s'installant, dans des pratiques productives simples, malgré l'hostilité de l'agriculture conventionnelle.

⁹ Notamment d'innombrables dispositifs localisés "production-distribution-consommation", affranchis (au moins partiellement) du pouvoir des grandes structures qui centralisent la valeur ajoutée produite localement.

¹⁰ Confère, à ce propos <https://blogs.alternatives-economiques.fr/abherve/2021/07/04/du-sang-neuf-pour-la-transition-agricole-du-periurbain-une-nouvelle-contribution-de-thomas-regazzola>

¹¹ Comme répètent depuis longtemps, des experts-chercheurs chevronnés tels que F. Purseigle (Agro Toulouse) ou R. Le Guen (ESA Angers), ainsi que le *Rapport d'information de la Mission commune sur le foncier agricole* (Assemblée Nationale, Décembre 2018). Cf. <https://www.villagemagazine.fr/penurie-de-candidats-ou-ostracisme-corporatif>

¹² Ainsi, les Boutiques de Gestion (actives depuis 1980) font état de plus de 500 lieux d'accueil et de 600.000 entreprises créées (15.000/an). Le réseau des Couveuses déclare 100.000 créations. L'ANACE -cité par Fanny Darbus- revendique 60.000 créations en 2005, (Les missions de l'ANACE, créée en 1979, devenue APCE, en 1996, puis AFE-crédation, seront reprises, en 2019, par BPI France création). La Fondation Entreprendre (créée par André Mulliez, en 2008) indique 180.000 bénéficiaire par an. Le Réseau Initiative France (créé en 1980, par J-P Worms), fait état de quelques 700.000 accompagnements.

des opérateurs qui ne veulent pas se soumettre aux exigences du marché global, mais entendent tenir compte aussi (et souvent, surtout) de paramètres qualitatifs et relationnels, moins globalisés. Ainsi se consolide une strate d'actions économiques¹³ ajustées à la dimension de relations sociales réelles et aux besoins locaux, dont les acteurs s'efforcent de dégager un revenu en inscrivant dans le territoire des formes innovantes de production et d'échange sans intermédiaires. Ces activités montrent toute leur efficacité ponctuelle, non seulement en assurant la subsistance de leurs animateurs, mais aussi en faisant éclore, autour d'elles, nombre d'îlots de circulation qui animent les territoires et participent à structurer la vie collective¹⁴. Elles sont mises en œuvre par des acteurs qui veulent mettre leur action en cohérence avec leur ressenti, qui tentent d'accéder à l'autonomie individuelle en remplaçant les intermédiaires par des relations en face à face et donnent la priorité à la qualité et aux relations humaines¹⁵. Aux antipodes de ceux que les "économies d'échelle" poussent à grandir toujours plus, ils ne partagent pas la culture d'entreprise dominante, n'emploient pas le même logiciel qu'on utilise dans le *main Stream* de l'économie globalisée.

Un logiciel "autre".

Nombre d'entre eux, étrangers à la mystique du profit, n'envisagent ni d'être chefs de cordée, ni même de participer à l'ascension. Concentrés dans des espaces "qui ne sont pas rentables", misant sur les avantages compétitifs de la proximité et de la qualité, attachant plus d'importance à leur univers socio-relationnel qu'à la réalisation de profits, ces acteurs individuels ont mis en place, au fil des décennies, un modèle d'économie dont les unités de petite taille sont ajustées aux dimensions des relations sociales réelles.

Tout en appartenant entièrement à la logique des transactions commerciales locales, les unités de cette économie sont relativement autonomes par rapport au marché global, dans la mesure où, dans les transactions entre parties non interchangeables, le paiement n'efface pas complètement la relation, laissant subsister les dynamiques relationnelles, sociales et politique qui l'enveloppent et qui autorisent une renégociation permanente des conventions d'échange, empêchant que ce dernier soit déterminé, exclusivement, par l'impératif du profit maximum¹⁶.

Cette économie de petite échelle a été superbement ignorée.

Pendant plusieurs décennies, tout en présentant la grande entreprise et les grands groupes comme moteur exclusif du développement, le Savoir Économique a regardé ces formes d'échange comme un patchwork de fuites individuelles dans des rêveries romantiques, étrangères à l'économie, faisant disparaître ce modèle du débat public, jusqu'à institutionnaliser son effacement par l'inhumaine fatalité de l'inoubliable TINA.

Aujourd'hui, cette économie de petite échelle revient dans les débats (mais pas encore dans les programmes politiques) grâce aux initiatives de la société civile qui, pendant un demi-siècle, n'a

¹³ Commerces, agriculture paysanne, artisanats, aide à la personne, accueil touristique, pédagogie parascolaire, activités culturelles, artistiques, sportives ...

¹⁴ La matrice de cette démarche se situe dans le domaine de l'alimentation de proximité, où des citoyens demandeurs d'une nourriture "propre" se lient avec des paysans rebutés par les exigences de l'agro-industrie et de la grande distribution. Cependant, des îlots fonctionnant sur les mêmes principes, opportunément adaptés, existent aussi dans d'autres secteurs d'activité : distribution de productions agricoles distantes (agrumes, café, thé, droguerie), de fabrications complexes (vêtements, chaussures), de services déterritorialisés (finance, assurance automobile, énergie, téléphonie, internet, tourisme, transports), recyclage, bio-construction, actionnariat populaire pour l'achat de terrains, monnaies locales...

¹⁵ Placer les rapports humains à la première place est bien plus qu'une pulsion morale, ou un élan émotionnel. Il s'agit d'un choix politique qui va entraîner des conséquences matérielles importantes, notamment dans la taille des initiatives et par conséquent, dans l'organisation des territoires et dans l'aménagement de l'espace. Cela signifie que la taille d'une initiative ne pourra excéder la quantité de liaisons vivantes qu'on peut gérer simultanément, sous peine qu'elles deviennent aussi anonymes et interchangeables que dans un supermarché. À ce propos confère : Robin Dunbar, *How Many Friends Does One Person Need?* Faber & Faber, London 2010.

¹⁶ Ces initiatives fondées sur les avantages compétitifs de la proximité et de la qualité partagent des façons de voir relativement compatibles avec des formes d'organisation coopérative et d'économie solidaire. Toutefois, on aurait tort d'oublier que leurs protagonistes sont souvent très éloignés de toute idée d'action collective.

cessé d'expérimenter d'autres modes de développement et grâce aux attentes des citoyens qui redécouvrent les vertus de la proximité.

Cependant, les catégories statistiques usuelles, qui mesurent uniquement des quantités physiques, ne saisissent que le continuum générique formel des "initiatives économiques", au sein duquel l'économie de petite échelle n'apparaît que sous forme d'unités de petite taille.

Modifier les critères d'analyse : prendre en compte l'intentionnalité des sujets.

Pour appréhender, en tant qu'ensemble, doté de propriétés distinctives et susceptible d'une analyse macro, l'économie de petite échelle tournée vers les besoins courants des populations locales, vers la qualité des produits ou/et des relations, pour la discriminer des activités économiques qui donnent la priorité à la quête de bénéfices, à la valorisation du capital et aux performances de la globalisation, il faut mettre en œuvre, au sujet des acteurs individuels la démarche que Alain Lipietz a utilisée, pour caractériser certains ensembles institués (entreprise, sociétés, associations etc.)¹⁷. En d'autres mots, à côté des caractéristiques fondées sur la mesure de réalités physiques (avec lesquelles on calcule le PIB), il faut s'autoriser à utiliser des catégories statistiques assises sur des réalités psychologiques. Il est temps de prendre au sérieux les "intentions" des protagonistes et de traiter les finalités au nom desquelles leurs initiatives ont été mises en place comme des propriétés distinctives.

¹⁷ Alain Lipietz : www.vie-publique.fr/rapport/24472-lopportunite-dun-nouveau-type-de-societe-vocation-sociale-rapport